

*Refusons toute imitation du droit de grève par le biais des contrats, des préavis, ou de toute autre clause restrictive.*

*Refusons la programmation des salaires qui permet aux profits patronaux de prendre l'ascenseur quand les salaires gravissent l'escalier.*

*Refusons l'étalement de la mensualisation et du reclassement.*

*Refusons les accords qui' en liant les salaires à la production imposent de travailler plus pour gagner plus.*

*Refusons toute gestion par les travailleurs de la masse salariale, gestion qui conduirait à diviser leurs rangs.*

Lutter pour un syndicat de classe, c'est lutter contre toute mesure qui divise les travailleurs en essayant de lier leur sort et leur intérêt à celui du patron, ou de l'entreprise, ou de la nation, pour freiner leurs revendications et leurs luttes. Lutter pour un syndicat de classe, c'est lutter contre toutes les mesures d'intimidation en même temps qu'on se refuse à entrer dans l'engrenage de la collaboration de classe où la bourgeoisie s'efforce d'acculer le mouvement ouvrier.

Et c'est lutter en premier lieu pour l'abrogation de la loi dite anti-casseurs.

Pour mieux garantir l'indépendance du syndicat, nous devons contribuer à le renforcer et à développer son activité. Plus le syndicat est lié à la volonté de sa base, plus solides sont ses liens avec les masses, plus il est difficile d'en faire un instrument docile aux mains des bureaucrates. *Plus active est la syndicalisation militante, plus difficile devient la syndicalisation administrative* obligatoire envisagée par certains en fonction de l'expérience d'autres pays européens.

Pour mieux garantir l'indépendance du syndicat, nous ne devons pas nous contenter de l'expression des courants de pensée en son sein. Cloisonnés, divisés, épars, étouffés ou exclus, les « courants » informels sont, par expérience, une caution démocratique pour la bureaucratie et non une menace ou une contrainte.

*La véritable démocratie syndicale appelle le droit de tendance*, c'est-à-dire le droit de se regrouper pour discuter, formuler, défendre d'autres objectifs que ceux que la direction tout en se pliant à la discipline dans l'action, le droit de s'exprimer dans les colonnes de la presse syndicale.

Pour mieux garantir l'indépendance et la démocratie syndicale, nous devons refuser l'unité au rabais, les négociations secrètes au sommet, le jeu de cache-cache unitaire qui permet à chaque syndicat de faire porter à son partenaire la responsabilité de l'inaction, les surenchères démagogiques et sans conséquences pratiques si ce n'est celle de diviser le mouvement ouvrier. Face à la bourgeoisie, la classe ouvrière est une. Elle a besoin de s'unifier pour l'action dans une organisation d'autodéfense unique.

La classe est une, elle a besoin d'un seul syndicat.

*Un syndicat unique, démocratique, avec droit de tendance et élection des organes de direction à la proportionnelle des tendances.*

Le respect des tendances permet le respect de la diversité de traditions et d'idées existant actuellement. Mais il permet aussi, en unifiant le mouvement d'accroître son efficacité, de galvaniser les travailleurs qui aspirent dans leur masse à une telle unité. S'y refuser c'est donner le pas aux intérêts de boutique sur les intérêts de classe.

Dès à présent, faisons passer et respecter le principe fondamental selon lequel *le syndicat est l'arme de tous les travailleurs*. Imposons le droit de cité des révolutionnaires dans les syndicats en organisant la défense de masse de ceux qui sont exclus ou bureaucratiquement évincés du syndicat pour délit d'opinion politique, en violation directe des statuts de la CGT.

Dès à présent, en restant fidèles à l'indépendance organisationnelle des syndicats par rapport au parti, luttons en leur sein pour y faire progresser les idées révolutionnaires et accroître leur influence. Luttons dans la FEN en militant dans les rangs de la tendance révolutionnaire Ecole Emancipée. Luttons dans la CFDT contre la confusion idéologique, contre la minorisation des luttes, pour la construction d'une tendance de lutte de classe. Jetons dans la CGT les fondements d'une tendance révolutionnaire qui résiste à l'enlèvement dans la politique des contrats qu'accepte de plus en plus ouvertement la fraction stalinienne.

Proposons aux militants actifs la coordination de ces tendances dans une lutte commune intersyndicale par la fusion syndicale afin de construire un syndicat de masse et de classe unique avec droit de tendance.

## ■ 2) LES REVOLUTIONNAIRES SE BATTENT DANS LES SYNDICATS POUR DES REVENDICATIONS UNIFIANTES

Si nous exigeons la démocratie syndicale, ce n'est pas pour jouir d'une liberté formelle de parole ou de bavardage. C'est parce que les militants révolutionnaires sont présents dans les entreprises et qu'ils ont des positions à y faire. Il ne s'agit pas pour eux de présenter un programme syndical de rechange répondant point par point à celui des directions actuelles pour lesquelles il n'est rien d'autre que le prolongement du programme de gouvernement avancé par le parti politique auquel elles sont liées. Ce qui est en particulier le cas du PCF et de la CGT. Nous ne croyons pas à la prise électorale du pouvoir. Nous n'avons que faire en conséquence d'un programme de gestion gouvernemental qui propose aux travailleurs de gérer la société et non de renverser son Etat bourgeois. Dans les syndicats, nous mettons en avant les axes de mobilisation qui permettent de susciter, d'orienter, d'unifier la lutte quotidienne des travailleurs dans le sens de leur préparation à l'affrontement révolutionnaire final.

### Sur les salaires

Alors que la fraction stalinienne de la CGT, dans son souci de collectionner les voix nécessaires à une majorité électorale ouvrant la porte à la démocratie avancée, défend l'augmentation en pourcentages qui avantage les cadres et les hauts salaires ; alors que la CFDT, conciliant son acceptation des contrats et ses illusions anti-hiérarchiques, invente le salaire binôme de progrès et de fonction, nous nous battons pour des *augmentations égales pour tous*, revendications qu'ont mise en avant les grévistes de Lacq, de Berliet, de Lang, de Perrier, des Grands Magasins, ainsi que les métallurgistes italiens et allemands.

Nous luttons en même temps sur les mots d'ordre :

- *A travail égal, salaire égal !*
- *Pas de revenu inférieur à 1000f. !*
- *Un seul taux par catégories, le maxi !*

Mais les travailleurs savent bien que par l'inflation, l'intensification des cadences, les licenciements, le patron cherche à rattraper ce qu'il perd en concessions salariales. C'est pourquoi les luttes pour l'augmentation égale des salaires doivent être liées à la lutte pour *l'échelle mobile des salaires*, mot d'ordre abandonné sans combat par les syndicats lors des accords de Grenelle en juin 68. Nous refusons toutes les mystifications qui présentent les conventions salariales à la SNCF, à l'EGF où à Renault comme une forme d'échelle mobile. L'échelle mobile ne doit pas être calculée sur la base de l'indice gouvernemental truqué des 259 articles, mais sur la base des indices des organisations ouvrières, discutés et contrôlés par les travailleurs du syndicat et les ménagères du quartier.

### Sur les cadences

A l'accélération des cadences, les travailleurs ripostent par les arrêts de travail quotidiens et la lutte pour la réduction du temps de travail. C'est l'exemple donné par les ouvriers d'Italsider en Italie: considérant qu'ils sont trop peu nombreux pour faire marcher 5 fours, ils en arrêtent un et se répartissent sur les autres; de même les ouvriers de Cockerill-Ougrée en Belgique, après avoir déterminé eux-mêmes le nombre de travailleurs nécessaires pour faire une quantité donnée de coulées, décident de diminuer le nombre de coulées s'ils ne sont pas assez nombreux.